

# Examen des dépenses publiques et des révisions institutionnelles liées au changement climatique - 2021



Par : Prof. Lord Mensah

# Objectif du CPEIR

- L'objectif du CPEIR est d'examiner les dépenses relatives aux activités liées au changement climatique et d'évaluer dans quelle mesure ces dépenses sont soutenues par les responsabilités politiques et institutionnelles existantes.

# Méthodologie

- Le CPEIR a examiné trois caractéristiques principales du financement national des actions de lutte contre le changement climatique :
  - Une évaluation détaillée des priorités et des stratégies politiques nationales et sectorielles existantes qui ont trait au changement climatique ;
  - Un examen systématique des dispositions institutionnelles visant à promouvoir l'intégration des priorités de la politique de changement climatique dans la budgétisation et la gestion des dépenses ;
  - Un examen de l'intégration des objectifs en matière de changement climatique dans le processus budgétaire, notamment dans le cadre de la planification, de l'exécution, de la gestion des dépenses et du financement du budget.
- Le processus de réalisation de ce CPEIR a impliqué l'utilisation d'une approche méthodologique de triangulation composée d'une étude documentaire, d'approches quantitatives et qualitatives.
  - Différents documents de politique sectorielle relatifs au changement climatique ont été compilés et examinés.
- Le CPEIR a été mené au niveau national où des institutions représentatives, notamment
  - MESTI, EPA, MOFA, MLGRD, Forestry Commission, PEF, KASA Ghana, MOF, MOE, entre autres, ont été contactés.
  - La partie qualitative de la collecte de données s'est également intéressée à un certain nombre de MMDA exposés au changement climatique.

# **ANALYSE DE LA POLITIQUE EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE**

## **ALIGNEMENT DES POLITIQUES SUR LES PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT**

- Le programme coordonné des politiques économiques et sociales (CPESDP) pour 2017-2024, qui est le principal moteur de développement du gouvernement, repose sur les piliers du développement économique, du développement social, de l'environnement, des infrastructures et des établissements humains, entre autres.
  - Ce programme démontre la pertinence et l'engagement du pays à répondre aux défis et aux opportunités offerts par le changement climatique.
- Piliers de la CPESDP : sauvegarder l'environnement naturel et assurer un environnement bâti résilient ; maintenir un pays stable, uni et sûr ; et construire un pays prospère.
  - Le programme préconise donc l'adoption de stratégies de développement axées sur la croissance, centrées sur les personnes et offrant des résultats à l'épreuve du climat.

# **POLITIQUES SECTORIELLES LIÉES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE**

**National Climate  
Change Policy,  
2013**

**National Energy  
Policy**

**National  
Environmental  
Policy**

**Forest and  
Wildlife Policy  
(2012)**

**National Transport  
Policy**

**Ghana REDD+  
Strategy)**

**Ghana National  
Low Carbon  
Development  
(GNLCD) Strategy**

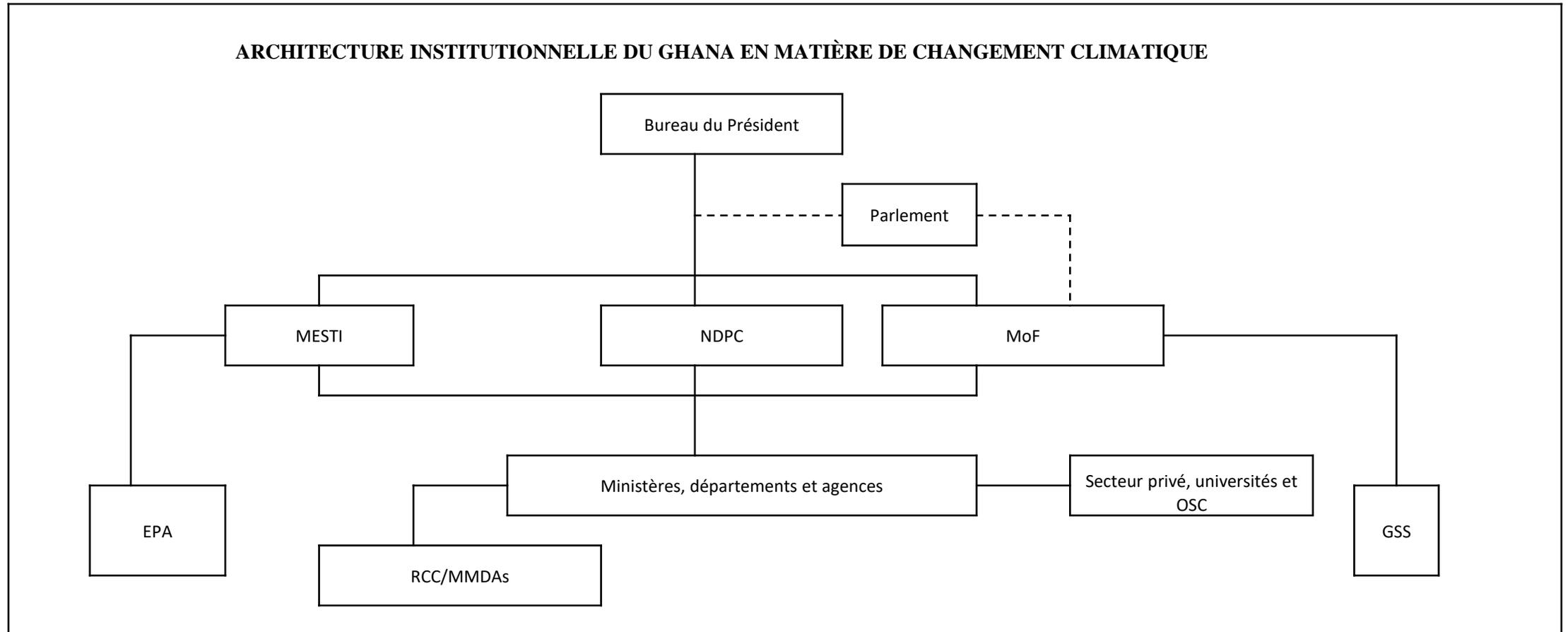
**Renewable Energy  
Act, 2011 (Act  
832))**

**Renewable  
Energy Master  
Plan, (2019 )**

**Food and  
Agriculture Sector  
Development  
Policy (FASDEP II)**

# CHANGEMENT CLIMATIQUE ANALYSE INSTITUTIONNELLE

## ANALYSE : Architecture institutionnelle



# Comité directeur national sur le changement climatique

- Le comité est composé de représentants des ministères, départements et agences du gouvernement (MDA), de parlementaires, d'organisations de la société civile (OSC), d'universitaires, d'institutions de recherche, du secteur privé et de partenaires du développement.

- Le Comité directeur national sur le changement climatique a pour mandat de veiller à la gestion quotidienne de la stratégie nationale d'adaptation en donnant une orientation politique sur le changement climatique au niveau national.

- Le comité est également responsable de la préparation des directives, de la supervision, du suivi et de l'évaluation des programmes/projets sur le changement climatique. Le comité est également chargé de soutenir les institutions locales dans le renforcement des capacités et l'approbation des programmes/projets et de les recommander pour le financement.

# Institution gouvernementale

**Ministère de l'énergie**

**Ministère des transports**

**Le ministère des routes et autoroutes**

**Ministère des terres et des ressources naturelles (MLNR)**

**Ministère du genre, de l'enfance et de la protection sociale (MGCSP)**

**Ministère de l'alimentation et de l'agriculture (MOFA)**

**Ministère de l'administration locale, de la décentralisation et du développement rural (MLGRD)**

**Commission nationale de planification du développement (NDPC)**

**Ministère de l'environnement, des sciences et de la technologie (MESTI)**

**Ministère de la santé**

**Ministère de l'Intérieur**

# Institution gouvernementale

**Ministère des  
finances**

**Ministère de  
l'éducation**

**Routes  
d'alimentation**

**Ministère de l'eau  
et de  
l'assainissement**

**Ministère de  
l'emploi et des  
relations de travail**

**MMDA, NDAs,**

**Commission des  
ressources en eau**

**NADMO**

**Autres institutions  
de recherche**

# CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

- Une réponse institutionnelle efficace au changement climatique nécessite une forte coordination entre les différentes agences de mise en œuvre. Bien que ces institutions aient joué un rôle déterminant dans la mise en œuvre et la réalisation des objectifs liés au changement climatique, il existe toujours un défi de coordination et d'harmonisation nécessaire à une action efficace sur le changement climatique parmi ces institutions.
- Bien que le pays mette en œuvre un système de gouvernance décentralisé, l'absence d'un système de coordination efficace a un impact sur l'exécution de leur mandat. Les MDA et les MMDA ne sont pas suffisamment renforcés pour répondre efficacement au changement climatique.
- Les capacités de ces institutions en matière de mobilisation des ressources, de mise en œuvre des projets et programmes sur le changement climatique et de coordination doivent être améliorées pour assurer la mise en œuvre des programmes et projets.

## Recommandations

Sur la base de la conclusion ci-dessus, les recommandations suivantes sont formulées :

1. Les MMDA doivent être proactifs dans l'évaluation des fonds mais doivent renforcer leur collaboration avec les bonnes agences pour pouvoir exploiter les nombreuses opportunités qui existent dans le sous-secteur du changement climatique.
2. Le NDPC, qui a été à l'avant-garde du renforcement des capacités des MMDA dans le domaine du changement climatique, comme la conception et la mise en œuvre de programmes, l'intégration du changement climatique dans leurs plans de développement, la budgétisation, entre autres, est en train de mettre au point un outil pour aider les MMDA à concevoir des programmes sur le changement climatique. Il est cependant recommandé que les MMDA deviennent plus proactifs en s'engageant dans plus de suivis après la formation pour fonctionner efficacement.
3. Bien que des formations soient proposées aux MMDA, le problème est généralement la livraison tardive de ces programmes de formation. Il est recommandé que le NDPC élabore un calendrier approprié en collaboration avec les MMDA afin de comprendre non seulement ce dont ils ont besoin, mais aussi quand ils ont besoin de ces formations. En outre, le NDPC doit collaborer avec le ministère des Finances pour concevoir et former les MMDA sur les questions relatives au changement climatique.
4. La duplication des efforts dans l'espace climatique limite le nombre de grands domaines de projets qui peuvent être financés. Il est donc recommandé aux institutions de coordination du changement climatique de concevoir un mécanisme leur permettant d'harmoniser tous les projets sur le changement climatique afin d'assurer un financement uniforme des domaines du programme.
5. Il est en outre recommandé d'élaborer dès que possible la législation qui soutiendra l'outil de suivi afin de garantir la conformité.

# EXAMEN DES DÉPENSES LIÉES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- La principale source de données pour l'analyse des dépenses liées au changement climatique est le budget annuel de l'unité BTAS du ministère des Finances pour la période 2015-2020.
- Adopter trois méthodes décrites dans les outils de suivi du financement climatique élaborés en 2016 pour suivre les dépenses liées au changement climatique.
  - Manuel d'actions sur le changement climatique pour les responsables de secteur
  - Fiches d'information sur le code budgétaire du changement climatique
  - Liste des financements internationaux
- Nous nous appuyons sur le projet de loi de finances annuel et les annexes du budget annuel et de la déclaration de politique générale pour les dépenses annuelles du GoG.

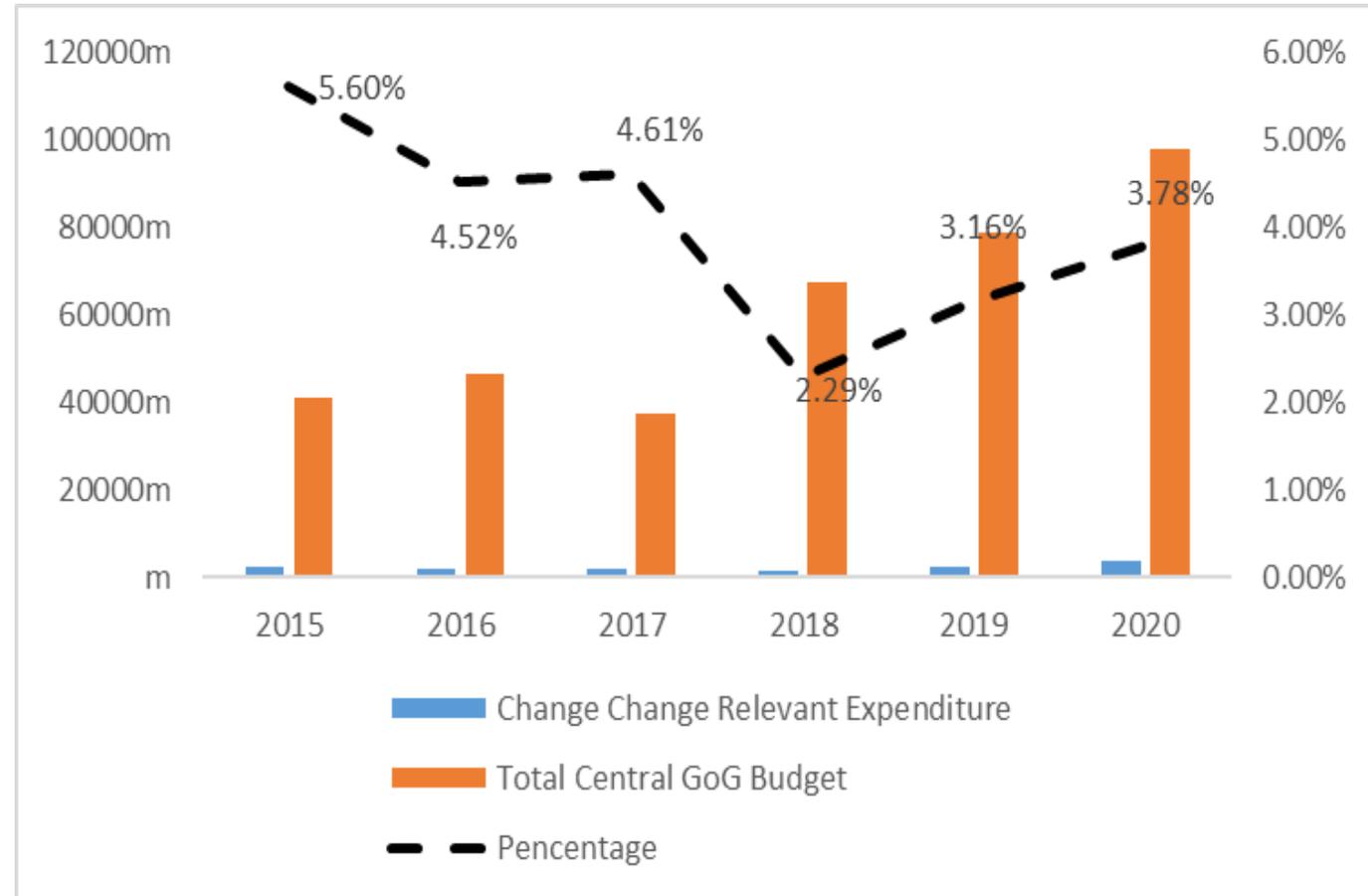
# Les trois catégories de dépenses liées au changement climatique

Category	Number of Budget Codes	Weight to apply to gross expenditure (%)
High	4	100
Medium	14	50
Low	12	20

Source : Outil de suivi du financement climatique du Ghana, 2016.

# Dépenses totales du GdG et dépenses liées au changement climatique

- Entre 2015-2020 : Les dépenses totales budgétisées s'élèvent à 369 milliards de GHS et 14,5 milliards de GHS du budget sont affectés aux actions en faveur du climat.
  - Environ 3,93 % des dépenses totales du gouvernement pour les actions liées au climat.



# Dépenses annuelles pour le climat en pourcentage des dépenses totales du ministère

Line Ministry	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ministry of Fisheries and Acquaculture Development	58.24%	85.44%	68.40%	79.66%	81.11%	87.07%
Ministry of Food and Agriculture (MOFA)	83.20%	86.55%	73.91%	89.29%	91.75%	90.21%
Ministry of Lands and Natural Resources	73.21%	53.78%	45.29%	39.52%	47.59%	96.88%
MOWARS_Ministry Of Sanitation and Water Resources			13.14%	89.85%	94.84%	86.78%
Ministry of Gender, Children and Social Protection (MGCSP)	28.92%	1.30%	2.58%	18.66%	88.78%	93.14%
Ministry of Works and Housing			90.33%	63.11%	65.27%	4.59%
Ministry of Environment, Scienc, Technology and Innovation (MESTI)	31.25%	35.58%	30.23%	24.08%	21.59%	38.68%
Ministry of Local Govt and Rural Development	57.37%	48.52%	30.34%	0.38%	12.28%	3.64%
MOP_Ministry for Planning					72.33%	74.49%
Ministry of Communications	1.18%	50.37%	4.87%	24.26%	11.31%	30.16%
Ministry of Energy and Petroleum (MENP)	16.68%	89.33%	5.30%	0.03%	0.20%	0.15%
Ministry for Inner City and Zongo Development				96.95%	0.83%	
Ministry for Business Development				96.65%		
MME_Ministry for Monitoring and Evaluation					75.30%	1.10%
Ministry of Petroleum		58.37%				
Ministry of Trade and Industry	0.07%	1.83%	0.64%		28.35%	0.14%
Ministry of Foreign Affairs and Reg Integration	1.58%	12.17%	3.71%			12.51%
Ministry of Education (MOE)	12.88%	8.46%	6.46%			
Ministry of Tourism, Arts and Culture		11.69%		0.88%		
Ministry of Information					1.61%	4.64%
Ministry of Youth and Sports				5.43%	0.59%	
Ministry of Power		4.62%				
Ministry of Transport	0.65%	0.21%	0.42%	1.64%	0.08%	
Ministry of Employment and Labour Relation		2.70%			0.26%	0.02%
Ministry of Roads and Highways		0.01%		2.29%	0.01%	
Ministry of Health			0.05%			1.77%
Ministry of Interior (MINT)	0.75%		0.32%			
MOA_Ministry Of Aviation			0.01%	0.14%		
Ministry of Defence (MoD)					0.06%	
Ministry of Finance						
Ministry Of Railway Development						

# Comparaison des dépenses liées au changement climatique avec les objectifs du plan directeur du PNCC

- Cette comparaison est très importante car la mise en œuvre globale du plan directeur proposé pour le PNCC a été estimée à environ 9,3 milliards de dollars US sur la période 2015-2020, ce qui coïncide avec l'exercice CPEIR que nous menons actuellement.
- Nous comparons le budget réel aux objectifs de dépenses du PNCC pour les 10 domaines politiques.
- Le budget réel pour les 10 domaines politiques sur la période est converti en dollars américains en utilisant le taux de change annuel.
- Le budget réel converti en dollars US est comparé aux dépenses cibles du PNC pour les 10 politiques.

# Budget prévisionnel du PNCC et budget prévisionnel du CC

<b>NCCP Policy Focus</b>	<b>CC Budget Estimate (\$)</b>	<b>Estimated Budget for NCCP Focus Areas (\$)</b>	<b>Percentage</b>
Climate change and migration	236m	98m	241.09%
Disaster Preparedness	81m	52m	157.85%
Agriculture and Food Security	453m	950m	47.72%
Water and Sanitation	417m	1680m	24.82%
Infrastructure	59m	337m	17.64%
Forests and Carbon sinks	289m	1725m	16.73%
Energy and Infrastructural development	61m	1057m	5.73%
Climate Change and Health	19m	1006m	1.85%
Climate change and gender	9m	1898m	0.48%
Ecosystem Management	1m	1210m	0.12%

# Identification d'une nouvelle catégorie de politique et attribution d'un code budgétaire

	<b>GoG Agency</b>	<b>Number of Policies</b>	<b>Budget</b>	<b>Actual</b>
Old Codes	MDA	137	6313m	3250m
	MMDA	806	279m	92m
New Codes	MDA	133	7557m	2037m
	MMDA	475	405m	142m

# Conclusions

- Les dépenses du Ghana ont augmenté entre les années 2015 et 2020. Plus précisément, les dépenses en 2015 étaient de 41 222 millions GHS et elles sont passées à 85 952 millions GHS. La compensation et le paiement des intérêts ont dominé les lignes de dépenses au fil des ans.
- La politique fiscale du Ghana s'est resserrée au fil des ans, l'amélioration de l'administration fiscale permettant d'accroître la génération de recettes.
- Le Ghana a consacré en moyenne 3,94 % de ses dépenses totales au changement climatique au cours des cinq dernières années.
- Les dépenses liées au changement climatique en pourcentage des dépenses totales du gouvernement ont diminué d'année en année, passant de 5,60 % en 2015 à 2,29 % en 2018, puis à 3,78 % en 2020.

- La récente augmentation est attribuée aux interventions du gouvernement en matière de politique sociale dans l'éducation et l'agriculture, qui sont pour la plupart liées au changement climatique. Par exemple, la gratuité du SHS et la plantation pour l'alimentation et l'emploi, qui s'inscrivent dans le cadre de l'axe politique du plan directeur du NCCP sur le changement climatique et le genre et sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.
- Les principaux ministères concernés par le climat, comme le MFAD, le MOWARS, le MGCSP, le MOFA, le MLNR, le MOP, le MICZD et le MESTI, ont consacré plus de 30 % de leurs dépenses totales aux activités liées au changement climatique.

- En ce qui concerne les sources de financement, le gouvernement a constamment augmenté son allocation budgétaire pour les actions de lutte contre le changement climatique au fil des ans. Le budget du gouvernement consacré au changement climatique, en pourcentage des dépenses totales des sources de financement, passe de 0,79 % en 2016 à 17,92 % en 2020.
- La catégorie de politique du PNCC Agriculture et sécurité alimentaire a attiré l'allocation la plus élevée depuis 2015 au niveau du MDA. Il n'en va pas de même au niveau du MMDA, où la politique de l'eau et de l'assainissement bénéficie de l'allocation la plus élevée.
- Si l'on compare les dépenses consacrées aux catégories de politiques du PNC aux objectifs du PNC, la politique en matière de changement climatique et de migration a attiré 180 % de l'objectif du PNC.

- Davantage de nouvelles politiques climatiques ont été identifiées et des codes leur ont été attribués dans la catégorie de faible niveau et principalement au niveau du MMDA.
- On constate une augmentation constante des dépenses pour les catégories de politiques faibles au fil des ans. Les dépenses de la catégorie des politiques élevées ont diminué en 2018 et commencent à augmenter jusqu'en 2020.

# La voie à suivre

- Il est nécessaire que le gouvernement fixe un objectif de dépenses climatiques au niveau des MDA et des MMDA afin de fournir un point de référence pour l'évaluation des performances chaque année.
- L'unité NRECCU du ministère des Finances doit identifier chaque année les nouvelles politiques et leur attribuer des codes budgétaires. Dans une situation où la politique se reproduit, l'ancien code de politique doit être identifié et réaffecté, et de nouveaux codes peuvent être attribués aux nouvelles politiques.
- L'identification de lignes politiques plus pertinentes pour le climat nécessite un tableau de bord pour suivre les dépenses climatiques au niveau de la NRECCU. Cela permettra à l'unité de disposer d'informations actualisées et régulières sur les dépenses climatiques.

- Les lignes de dépenses de l'unité NRECCU doivent être saisies comme étant liées au changement climatique et recevoir un code. Le ministère de la Santé peut également avoir des unités qui ne mettent pas directement en œuvre des activités liées au changement climatique, mais qui dépensent indirectement dans la direction du changement climatique. Cela doit être examiné.
- Il a été observé que la plupart des lignes de dépenses du secteur public en matière de changement climatique étaient orientées vers l'adaptation. Par conséquent, il serait très nécessaire d'investir dans des ressources efficaces pour capturer les dépenses d'atténuation.
- En observant un énorme différentiel sur la ligne de dépense des MDA et des MMDA, il est recommandé d'améliorer l'allocation des fonds aux MMDA, puisqu'ils sont mandatés pour superviser la mise en œuvre des politiques qui sont principalement liées au changement climatique au niveau du village.
- Les différences dans les allocations des budgets de la politique du PNC au fil des ans exigent une allocation plus équitable à l'avenir.